9 Mai 1848.

JOURNAL SEMI-HEBDOMADAIRE,

La Revue Canadienne publie un Album littéraire et musical, paraissant tous les mois, par livraisons de 32 pages de matières littéraires et 4 pages de musique. Les douze livraisons de l'année forment matière de 10 volumes ordinaires.

ON S'ABONNE :

A Montreal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST. VINCENT.

A Quebec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne,

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTERAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

Education. Industrie Progrès.

Vol. IV. No. 113

PARAISSANT LES Mardi et Vendredi

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
(Payable d'avance.

Abonnement au Journal semi-hebdomadire seul, ... £1
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, seul, . . £1
Aux deux publications réunies, ... £1 1
Tout Instituteur s'abonnant et payant l'année entière, moitié prix ci-dessus!

PRIX DES ANNONCES.

Six lignes et au-dessous, première insertion. 2s. 6d
Dix lignes et au-dessous, première insertion. 3s. 4
Au-dessus par lignes. . . . . .
Toute insertion subséquente, le quart du prix
(Affranchir les lettres.)

AFFAIRES D'EUROPE.

DÉPUTATION D'IRLANDE.

Nous avons eu tous temps et dans toutes les occasions exprimé nos sympathies pour les malheurs du peuple irlandais, mais on connait aussi notre opinion constante sur cette chimère malheureuse qu'on nomme le Rappel. Aussi ne s'étonnera-t-on pas que nous donnions une entière approbation à la réponse de M. de Lamartine.

Dans le Manifeste qu'il a adressé le mois dernier aux puissances étrangères, M. de Lamartine déclarait que la France ne laisserait pas opprimer les nationalités qui chercheraient à se reconstruire. Tel ou tel parti, en Irlande a pu croire qu'un principe applicable à l'Italie ou à la Pologne, en un mot à toute nationalité distincte qui aurait à craindre l'intervention ou l'oppression d'une puissance étrangère, pourrait également s'appliquer à l'Irlande. C'était évidemment une erreur; et, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, nous nous félicitons qu'une occasion ait été donnée au représentant du gouvernement français de fixer nettement sur ce point la politique de la nouvelle République. Il est bon d'ailleurs d'observer que les députés venus d'Irlande ne sont pas venus au nom de toute l'Irlande. Non seulement ils ne représentent point leur pays tout entier, mais ils ne représent pas non plus le parti du Rappel tout entier. Nous ne voulons pas entreprendre ici le dénombrement des partis qui divisent l'Irlande ; ce serait un peu long. Nous nous bornons à rappeler que, même parmi les Irlandais qui demandent la séparation législative entre leur pays et l'Angleterre, ceux qui étaient hier à l'Hôtel-de-Ville de Paris ne sont délégués que par une minorité ; et qu'en ce moment même, pendant que la Jeune-Irlande prêche la guerre pour avoir le Rappel, la Vieille-Irlande continue à prêcher la paix et la force morale. Si le gouvernement français voulait se mettre d'accord avec les Irlandais, il faudrait qu'il commençât par prier les Irlandais de se mettre d'accord avec eux-mêmes. Quand les Italiens réclament et revendiquent leur indépendance, ils le font au nom d'un principe de souveraineté nationale ; mais le parti qui, en Irlande, demande une législature locale reconnait en même temps la souveraineté de la couronne de la Grande-Bretagne. C'est purement et simplement du provincialisme, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus contraire à tout ce que nous sommes et à tout ce que nous faisons ; et le gouvernement français, en se faisant l'allié de la Jeune-Irlande ou de la Vieille-Irlande, ne se ferait l'allié que d'un parti.

Les paroles de M. de Lamartine produiront nous en sommes sûrs, une très grande impression dans toute la Grande-Bretagne, en Irlande comme en Angleterre. Nous les approuvons pleinement, pour notre part, parce qu'elles contiennent des assurances formelles du désir de la République de maintenir la paix et de respecter les droits de toutes les nations. Nous voudrions qu'elles puisse contribuer à calmer l'effervescence qui s'accroit de plus en plus en Irlande ; mais nous craignons qu'elles n'en aient pas le pouvoir. Nous craignons qu'avant peu de temps ce malheureux pays ne soit le théâtre de quelque scène sanglante ; nous le déplorons profondément parce que nous en prévoyons l'issue, et parce que nous sommes toujours convaincus que le Rappel serait une chose funeste pour l'Irlande elle-même. La guerre entre le pauvre et le riche, entre le propriétaire et le tenancier, continuerait son cours fatal à travers tous les changemens politiques ; ce n'est pas l'union législative avec l'Angleterre qui est la source de cette lutte intestine, et ce n'est pas la séparation des Parlemens qui la fera cesser.

Nous nous permettrons une dernière remarque. Nous voyons avec une certaine surprise que les délégués irlandais, dans les adresses qu'ils ont présentées au gouvernement de la République, se donnent à plusieurs reprises le titre d'esclaves. Nous craignons qu'il n'y ait dans ce mot un peu d'exagération irlandaise. Car enfin des trois délégués de la Jeune-Irlande qui sont venus à Paris, il y en a deux, si nous ne nous trompons, qui sont en ce moment-ci même sous le coup d'une accusation de sédition dans leur pays. Il y a une huitaine de huit jours les magistrats de Dublin décernent contre eux des mandats d'arrêt, et les citent à comparaître devant la Cour du banc de la reine, Le trois prévenus donnent caution, comme cela se fait selon les lois anglaises, et prennent l'engagement de se présenter devant la Cour au jour fixe ; puis, en attendant, il y en a un qui reste à continuer ses harangues comme par le passé et deux qui s'embarquent fort tranquillement pour venir nous dire qu'ils sont esclaves. Sérieusement et sincèrement, on n'est pas très esclave sous des lois pareilles.

Non, ce n'est pas là qu'est l'esclavage de l'Irlande. Il est dans sa constitution territoriale, dans son état moral ; il est dans l'Irlande elle-même plus que dans l'Angleterre. Son premier besoin, ce n'est pas l'indépendance, c'est la régénération. (*Journal des Débats.*)

PROCLAMATION DU PAPE PIE IX.—Le pape Pie IX a adressé la proclamation suivante aux peuples d'Italie :

" Aux peuples d'Italie, salut et bénédiction apostolique.

" Les événemens que ces deux mois ont vu se succéder et s'enchainer avec tant de rapidité ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à qui n'entend pas la voix du Seigneur dans ce vent qui agite renverse et brise les cèdres et les chênes ! Malheur à l'orgueil humain, s'il attribue aux fautes ou au mérite de quelque homme que ce soit ces merveilleuses révolutions, au lieu d'y adorer les secrets desseins de la Providence, soit qu'ils se manifestent par les voies de la justice ou par celles de la miséricorde ; de cette Providence qui tient dans ses mains tous les empires de la terre ! Et nous, à qui la parole a été donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons pas nous taire au milieu des regrets, des craintes et des espérances qui agitent les cœurs de nos enfans.

" Et d'abord, nous devons vous dire que si notre âme fut émue en apprenant de quelle manière, dans une partie de l'Italie, l'intervention de la religion sut prévenir les dangers de ces changemens et comment la charité, par ses actes fit éclater la noblesse des cœurs, nous ne pûmes, cependant, ni ne pouvons nous qu'être profondément affligé des insultes qu'en d'autres lieux les ministres de cette même religion eurent à souffrir. Quand même, oubliant notre devoir, nous passerions ces insultes sous silence, ce silence pourrait-il les empêcher de diminuer l'efficacité de nos bénédictions ?

" Nous ne pouvons nous empêcher de vous dire encore que le bon usage de la victoire est chose plus grande et plus difficile que la victoire même. Si le temps présent rappelle une autre époque de votre histoire, que les enfans profitent des erreurs de leurs pères ! Souvenez-vous que toute stabilité et toute prospérité ont pour première raison civile la concorde ; que Dieu seul est celui qui unit les habitans d'une même demeure ; que Dieu n'accorde ce bienfait qu'aux hommes d'humilité et de mansuétude, à ceux qui respectent ses lois dans la liberté de son église, dans l'ordre de la société, dans la charité envers tous. Souvenez-vous que la justice seule édifie, que les passions ne savent que détruire, et que celui qui prend le nom de roi des rois s'appelle aussi le dominateur des peuples.

" Puissent nos prières monter devant le Seigneur et faire descendre sur vous cet esprit de prudence, de force et de sagesse, dont la crainte de Dieu est le principe, afin que nos regards contemplent la paix sur toute cette terre d'Italie, que, dans notre charité universelle pour le monde catholique, nous ne pouvons pas appeler la plus chère, mais que Dieu, dans sa bonté, a voulu, du moins, placer plus près de nous.

" Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 30 mars 1848, la seconde année de notre pontificat.

" PIE IX, PAPE."

—Voici la lettre que M. Thiers a adressée aux électeurs des Bouches-du-Rhône, qui lui ont offert leur suffrages :

" Je vous remercie, messieurs, du souvenir que vous avez bien voulu conserver de moi, et des services que j'ai essayé de rendre à la France pendant dix-huit années de vie publique. Je crois, en effet, que j'avais droit, autant que mes concurrens, au choix du département dans lequel je suis né. Il est bien vrai que je n'ai ni désiré ni voulu la République, car, dans mon opinion, la monarchie constitutionnelle était suffisante pour nous assurer une large liberté ; et l'état de l'Angleterre, pendant les deux derniers siècles, me semblait pour mon pays, une destinée qui n'était point à dédaigner. La Providence en a décidé autrement : je m'incline devant ses décrets ; et si je suis prêt à résister à toute tyrannie, je ne résisterai jamais à la force des choses, manifestée par des signes éclatans. J'accepte donc la république sans arrière pensée ; mais je n'entends désavouer aucune partie de ma vie.

" . . . . . j'ai donc consenti à être porté à la députation ; j'y ai consenti par devoir, par dévoûment, par honneur, non pour travailler dans la future assemblée à une restauration déguisée, mais pour y travailler franchement à constituer la nouvelle République sur des bases solides et durables, pour y défendre les conditions essentielles de toute société, la famille, la propriété, la liberté des transactions.

" On me dit qu'on attend de moi des déclarations, des explications, des engagemens ; que les républicains de la veille, peut-être même ceux du lendemain, ne me trouvent pas républicain de date assez ancienne (ce que je reconnais en toute humilité) ; que les conservateurs ont souvenir de mon opposition ; que le clergé, notamment, qui veut bien apprécier mon amour de l'ordre, aurait besoin d'être rassuré sur mes tendances au sujet de la question de l'enseignement, question bien éloignée et bien transformée aujourd'hui. Je m'explique tous ces scrupules ; mais, pour les lever, je n'entends désavouer aucune de mes opinions antérieures.

" Je prie donc mes amis de se dispenser de tout effort, de ne point se compromettre pour seconder ma candidature, surtout de ne prendre aucun engagement pour mon compte ; je n'en veux prendre aucun, que celui de travailler loyalement à bien constituer le nouvel ordre de choses. Prêt à remplir courageusement une mission difficile si elle m'était confiée avec abandon, je ne la désire plus dès qu'elle m'est contestée, quelque peu qu'elle le soit."

—On dit qu'une nouvelle et singulière catégorie de postulantes est allé faire acte de réclamation auprès du gouvernement provisoire. Une nombreuse députation de *vieilles filles*, précédées d'un drapeau blanc décoré d'une image de Sainte-Catherine, s'est rendue en corps à l'Hôtel-de-Ville, pour demander que la république voulût bien organiser un peu la question du mariage, et garantir désormais à toutes les citoyennes au moins un minimum. . . . . de mari.

Le membre chargé de les recevoir leur aurait répondu qu'un impot de cette nature ne pouvait être l'objet d'un decret, et qu'il devait rentrer dans la classe des dons patriotiques et volontaires.

Le cortége feminin s'est promené quelque temps sur les quais au cri répété de : Vivent les hommes Mais cette démonstration intéressée ne parait pas avoir eu jusqu'à présent d'autre succès.

LE RAPPEL DE L'UNION.

ARTICLE PREMIER.

> La patrie doit être l'affection de l'homme politique, car l'homme passe et la patrie demeure pour jouir ou pour souffrir.....

Ne dirait-on pas que nous sommes nés pour le malheur, et que le génie du mal plane en vainqueur sur notre triste patrie ; que nos destinées sont confiées tout entières à l'ouragan qui passe pour dévaster, à la trombe qui frosse et brise dans son affreux tourbillonnement ! A peine le voyageur s'est-il remis du terrible naufrage qui vient de l'assaillir, à peine vient-il d'essuyer les larmes que lui a fait verser la perte de compagnons chéris, que sans attendre la sérénité parfaite à l'horison encore voilé, sans écouter les conseils d'hommes expérimentés qui lui indiquent des routes sûres et connues, qu'il s'élance à pleines voiles sur une mer sans limites et sans rivages, n'ayant pour toute boussole que son désir et ses brillantes espérances ! Le vent est favorable ; il sourit plein de joie au rivage qui s'éloigne et à ceux qui frémissent à l'aspect peu rassurant du ciel. Bientôt il n'y a plus de terre ; le firmament étend sur la mer sa voûte infinie, le vent souffle plus fortement, les cordages s'agitent et sifflent ; la mer se soulève et gronde avec fureur, l'éclair sillonne et vient s'abattre sur le vaisseau avec un horrible fracas ; la vague, se rejette en nappes immenses sur le pavois pour précipiter dans le gouffre tout ce que la foudre a frappé. Que deviendra ce débris de navire sans guide, ballotté par la tempête, et prêt à chaque instant de s'abîmer dans les flots ! et ce reste d'équipage suspendu entre l'existence et la mort ! Dieu viendra sans doute à son secours. Tel est le vaisseau de l'état, telle est la destinée que nous poursuivons avec un lugubre aveuglement, tout en criant que le salut de la patrie ne peut être que dans l'agitation et dans la tempête. Nous ne sommes forts que dans la faiblesse et dans l'abaissement, car ce n'est que là que nous sommes unis. A peine, après cinquante ans de luttes orageuses, possédons nous un pouvoir qu'ont fécondé notre sang et les cendres de nos ruines chaudes encore, que nos jalousies et nos ambitions poussent des cris de colère et de vengeance, et morcellent notre force à l'infini. L'histoire est là pour dire que l'anéantissement est la destinée certaine de la société travaillée par de pareils éléments. Nous poussons l'égoïsme si loin que nous ne voulons pas du salut de la patrie pur d'autres que par nous, et pour nous donner cette coupable jouissance, nous sommes prêts à chaque heure à tout remettre en question et à nous livrer aux incertitudes de tous les systèmes et de toutes les théories possibles.

Les graves événements qui se passent en Europe, les crises qui vont s'abîmer tour à tour dans le gouffre sans fonds de la démocratie, doivent entraîner puissamment, nous l'avouons à donner de justes espérances aux hommes de l'avenir et de l'agitation ; aussi n'a-t-on pas dit gravement quelque part qu'il fallait agiter afin d'être prêts pour les événements qui se préparaient en Angleterre ; comme si les mouvements des chartistes, qui ont bien raison en quelques points, pouvaient nous sensibiliser aux griffes du Léopard. Ou vous dira avec la même gravité ! demandez parce que vous serez refusés, et parce qu'à la troisième fois on aura honte de vous refuser ; comme si la honte était la qualité habituelle des gouvernements ! Les corps collectifs ont difficilement honte parce qu'ils n'ont pas de physionomie qui puisse rougir. Il n'y a que l'instinct de la conservation et la nécessité qui fasse faire aux gouvernements ce que les peuples appellent justice. Personne ne dira que la France, la Prusse, l'Autriche et tant d'autres pays naguère soumis au règne de l'arbitraire, doivent à la honte des despotes et de leurs conseillers, la mesure de liberté et de justice dont elles jouissent maintenant.

Mais pour cela il faut être fort. Si vous êtes forts, marchez au bonheur et à la liberté par le chemin le plus court ; vous aurez raison même d'être violents. Si au contraire vous êtes faibles, vous aurez tort de toutes manières vous aurez tort envers l'histoire qui vous condamnera et vous accusera d'une manque de prévoyance et de maturité ; vous aurez tort, cruellement tort, vous le savez, envers vos vainqueurs ; vous aurez tort envers vous-mêmes et surtout envers la société que sans mauvaise volonté, nous voulons le croire, vous aurez imprudemment poussé à sa perte et à sa destruction. Washington serait-il aussi grand dans l'histoire et dans l'admiration du genre humain, s'il avait succombé à la puissance de la Grande-Bretagne après ses incroyables efforts pour donner la liberté à ses trois millions de compatriotes ? On compte que 300,000 hommes périrent dans les sept années de la guerre de l'indépendance américaine. C'était un peuple fort par le nombre, fort par son incroyable industrie, fort par son homogénéité, fort par l'appui de la France, et fort des luttes de l'Angleterre avec des puissances étrangères. Aujourd'hui le léopard britannique étend ses pattes immenses sur toutes les régions que le soleil éclaire et réchauffe ; ses flottes couvrent toutes les mers et portent partout le signe de sa force et de ses incomparables ressources. Trente-quatre ans de paix avec les grands pouvoirs de l'Europe lui ont permis de développer au-delà de toute conception sa puissance et son industrie. Elle est travaillée, il est vrai, à l'intérieur par un vautour qui déchire et dévore ses vastes entrailles, la famine. Mais bien des prophètes ont prédit sa ruine ou son abaissement, et cependant le géant est encore là debout sur son rocher, mesurant l'abîme, et pendant qu'il arrache d'une main de ses entrailles mutilées le chancre qui le dévore, il dirige de l'autre, dans le sens de sa volonté, la tempête et le flot de la mer.

Si d'autres considérations ne peuvent valoir à nos yeux, calculons du moins notre force, car la faite arrivera au moment que nous n'aurons pas prévu. Ne nous a-t-elle pas déjà surpris une fois il y a onze ans, lorsque nous étions loin de l'attendre, sitôt du moins ? n'a-t-elle pas déjoué tous nos calculs et toutes nos espérances, si toutefois nous avons calculé et nous avons espéré ? Vous aurez beau dire, comme on le disait alors, que vous ne voulez pas la lutte, vous l'aurez malgré vous à cause de la nature même et du but avoué de votre agitation. C'est exclusivement de la *nationalité* que vous voulez, car vous déclarez explicitement que vous ne voulez pas du libéralisme, et vous donnez pour mot d'ordre ce qui se passe en ce moment par de là l'Atlantique.

On dira sans doute pour nous répondre que nous sommes des alarmistes, que par nos lugubres prophéties nous appelons la guerre et la mort. Ah ! nous traitions de la sorte nous-même ceux qui nous prédisaient, avec une aigreur pardonnable dans un moment suprême, la tempête et la foudre qui ont labouré si cruellement les champs de notre triste patrie et qui ont porté une si rude atteinte à notre principe de vie sociale ! Nous savons que ceux qui, dans tous les temps, ont prêché aux peuples la prudence et la modération, ont rarement été populaires, car l'affection et l'admiration publiques naissent plus facilement de l'enthousiasme et du sentiment surexcité. Aussi ne verrons nous flatter des passions qui ont d'ailleurs leur point d'appui dans le meilleur des motifs et dans la plus noble des causes, celle de la justice et de la liberté. Nous comprenons que le journalisme a une mission plus réelle, sinon plus facile, que celle de se laisser dominer par une impulsion momentanée imprimée à l'opinion, quelque forte et quelque universelle que puisse être cette impulsion, et de se confier au torrent qui passe pour dévaster ; il a celle de prévoir et d'avertir, il a celle de discuter et de combattre avec tout le sang-froid possible dans la lutte, toutes les opinions généreuses ou non, raisonnables ou irrationnelles, qui peuvent mettre en danger les libertés existantes et les éléments de vie et de régénération sociale et politique. Si l'on conçoit que cette mission est essentielle, on doit la respecter et l'admettre. Si, au contraire, on veut la proscrire et la flétrir, précisément parce qu'elle est nécessaire et courageuse par le fait même ; qu'elle est impopulaire quelque part, ce qu'on appelle la liberté de la presse et de la discussion publique sont d'odieux mensonges, de déplorables injustices faites au droit de chacun de donner son opinion et de discuter celle d'autrui au profit de tous. Nous détestons cette tyrannie la plus détestable de toutes, puisqu'elle est la plus nuisible et qu'elle tend à tarir profondément dans leurs sources la civilisation qui se produit par la discussion, et le bonheur qui ne peut être que dans la lumière et la prospérité.

Pour notre part nous prétendons garder cette liberté ; mais si on venait à nous la ravir forcément, nous jetterions notre plume dans le torrent que nous tendrions solidaire des maux des mauvais jours, puisque l'on veut que ses eaux seules, sans direction et sans placidité, soient chargées de porter vers l'avenir nos vies, celles de nos familles et nos intérêts les plus chers. Mais auparavant, il nous sera permis, nous l'espérons du moins, de développer complètement notre pensée sur une question aussi importante que celle de vie et de mort pour notre pays ; après, s'il le faut, nous garderons le silence, en attendant des jours de réflexion et de sérénité, car nous ne voulons pas avoir raison seul contre notre pays, s'il ne partage pas nos craintes et nos opinions. Mais nous n'aurons pas assez de patriotisme pour prendre pour la volonté du pays des mouvements partiels et encore incapables de dessiner et de se définir ; nous lui voulons plus de largeur et d'étendue.

Ce n'est pas du libéralisme, dites vous, c'est de la nationalité qu'il nous faut ; c'est de la nationalité exclusive. Nous avons déjà fait de la nationalité exclusive, et ceux qui sont assez vieux ou qui ont assez lu pour connaître l'histoire politique des vingt-cinq dernières années, savent que des hommes qui marchaient avec nous, qui reconnaissaient comme nous les injustices du gouvernement britannique à notre égard, qui détestaient comme nous, et plus que nous peut-être, les priviléges, les monopoles et les pernicieuses influences de la bureaucratie et des pactes de familles, sous l'ancien régime, ces hommes nous en avons fait des ennemis irréconciliables et puissants qui ont cru trouver dans notre exclusivisme dit national, le droit de nous être injustes et de nous exclure à leur tour. Nous les avons forcés de se rallier au gouvernement et à ceux qu'ils haïssaient, en réveillant chez eux au même degré l'instinct puissant de conservation et de vie nationale. L'agitation paisible s'anima, devint ardente et puis tempétueuse. La lutte s'engagea désastreuse et terrible. Non seulement il nous fallut combattre ces adversaires que nous nous étions créés, mais la nationalité s'affaiblit, se morcela, se décima par des guerres intestines ; le sang coula et cette nationalité, *vivace*, trop vivace peut-être, paya dans les ruines et dans le sang les cris de guerre poussés en son nom. Le despotisme, appuyé sur une nationalité, qui voulait vivre elle aussi, et qui chercha son salut dans l'ombre du trône, le despotisme, se dressa de colère, et sévit avec fureur. Trop faibles, nous fûmes écrasés. Wolfred Nelson combattit, il est vrai, comme un lion avec sa bande de braves sur les rives du Richelieu, et triompha. Mais sa victoire fut vaine et le héros et plusieurs de ses compagnons allèrent chercher dans l'exil le prix de leurs sacrifices et de leur courage. Et l'immortel Chénier !. . . . ne pouvant vaincre voulut mourir. Bientôt le bourreau dressa sa terrible hache, et de Lorimier, Cardinal, et bien d'autres payèrent de leur vie un patriotisme dont le dévouement sublime fit des veuves, des orphelins et couvrit le pays de désolation et de ruines, mais ne put le sauver.

On a dit quelque part qu'il y avait de la lâcheté à ne pas dire toute vérité et à ne pas jeter à la face des tyrans leurs injustices et leurs spoliations. Le courage est quelque chose de noble et de beau, mais pour être méritoire, il a besoin d'être utile, et il ne peut y avoir de mérite à dire ce que l'on croit être la vérité, si loin de faire du bien, elle peut faire du mal à la société au nom de laquelle on la dit, et qui devient par la solidaire des maux qu'elle peut produire.

Vous voulez agiter le rappel de l'Union au nom de la nationalité ; vous rejetez le libéralisme, c'est-à-dire la justice pour tous. On comprend ce que signifie ce cri de nationalité poussé au milieu des éléments d'une société, travaillant depuis dix ans à sortir de ses ruines et à se reconstituer par la paix et par la concorde. Nous déclarons " qu'il faut s'emparer du sol" pour y asseoir et y étendre " notre race." D'après ce principe vous devez déguerpir pour faire place aux tribus sauvages que vous retoulez incessamment au fond des forêts, en ils ont, en vertu de la possession, des droits antérieurs aux vôtres.

Dès que vous répudiez le libéralisme, ce grand principe de fraternité, et conséquemment d'union et de force entre tous les enfants d'Adam ; dès que vous faites comprendre qu'il y a exclusion et isolement pour tout ce qui n'est pas votre nationalité, pour tous ceux qui ne parlent pas votre langue, dès ce moment vous déclarez la guerre à ces derniers. Ils sentent qu'ils ne sont plus vos frères, ils sentent qu'ils sont nationaux ; ils sentent que ce n'est plus entre eux et nous une simple question d'opinion, d'intérêt et de justice sur lesquels les hommes peuvent s'accorder ou différer, sans démarcation de langue ou d'origine ; ils sentent enfin que leur nationalité est en danger, et que c'est pour eux une question de vie et de mort. Par votre politique absurde et meurtrière, vous placez en face l'une de l'autre et dans une position d'agression, deux nationalités prêtes à s'entre-choquer au premier signal. Pour produire ce terrible choc, il ne faut que l'étincelle électrique. La population hétérogène canadienne d'origine britannique, plus faible que la nôtre numériquement, jetera un cri d'alarme et de désolation à ses nationaux du Haut-Canada, et ces 800,000 hommes, plus nombreux que nous, et dont une sage politique nous avait fait des amis, nous les tournons infailliblement contre nous jusqu'au dernier, parce que l'instinct national est plus fort chez l'homme que l'intérêt matériel et que les principes. Après cela, si l'Angleterre, dont vous blâmez tant les injustices, voulait faire peser plus lourdement sur vous son joug de fer, vous chercheriez en vain dans votre fatal isolement des amis qui vous protégeraient. Vous trouveriez, au lieu de protection et d'appui, des armes dans les mains de vos anciens amis pour vous égorger. Telle serait notre position, désolant avenir que nous repoussons de toutes les puissances de notre être, et qui, nous en avons la rafraichissante espérance, ne sera pas celui de notre pays ! Telle serait notre forte position pour attendre " les évènements qui se déroulent de l'autre côté de l'Atlantique."

Il ne faut pas se faire illusion sur les mots, il ne faut pas que la fatigue d'un côté, et l'enthousiasme et l'amour de la patrie de l'autre, nous fasse franchir imprudemment les limites de la justice dont l'origine est plus divine et plus féconde que la nationalité. Ce dernier mot résonne si agréablement à nos oreilles, que nous oublions quelquefois que ce n'est pas être national que d'être injuste, que ce n'est pas être national que de pousser son pays vers sa ruine pour le seul plaisir de prôner sa nationalité.